

2013 07 29 La promesse d'activités et d'emplois portés par le projet Europacity

Au regard de la note :

2013 07 28 La prévention des risques et nuisances portés par le projet Europacity

voyons maintenant **quelle contrepartie le projet Europa city apporterait ?**

### **1° Rendre crédible par un dépôt de garantie l'engagement à réaliser.**

Pour en finir avec les variations des chiffres, le plus souvent fantaisistes, nous proposons de procéder comme pour la construction des éoliennes :

- le promoteur dépose la somme correspondant au rétablissement de la situation initiale,
- il prend des engagements à réaliser ces objectifs et dépose des garanties pour couvrir les manquements.

C'est d'ailleurs ce dispositif qui prévaut pour les mines et carrières et c'est le principe du rétablissement de la situation ante, au défaut de l'indemnisation, qui prévaut en droit des assurances comme en droit civil et commercial.

Appliquons-le donc, y compris sous forme de bonus-malus, à l'échéancier de création (nette s'entend) d'emplois promis par Europa city.

Il faudra aussi prévoir les pénalités pour le cas où la qualité de l'air se dégraderait ainsi qu'il est prévisible bien que l'étude d'impact ait ignoré ce point. En effet la détérioration prévisible de la qualité de l'air respirable portera préjudice aux activités riveraines et aux habitants, en premier lieu à Gonesse et à Goussainville. Je cite à nouveau Jacqueline Lorthiois (<http://j-lorthiois.fr/>) :

« ... les 1000 ha du Triangle de Gonesse au Sud de Roissy souffrent d'un mitage progressif (zone logistique des Tulipes) et 700 ha d'excellentes terres agricoles sont menacées par le complexe « Europa city » qui devrait générer des flux de visiteurs dans une zone à risques en limite de l'aéroport... sans compter un golf de 90 ha à Roissy, dans le périmètre d'un PRIF. Alors qu'il faudrait maintenir des espaces cultivés pour préserver la qualité de l'air dans la zone la plus polluée d'IDF après le Boulevard périphérique. »

### **2° Corriger les promesses de créations d'emplois par les données factuelles pouvant servir de référence**

En effet, plusieurs miroirs aux alouettes se retrouvent sans la moindre analyse dans le projet Europa city. En voici quelques uns car la liste en serait trop longue :

- **le turn over organisé** pour des raisons de sûreté, de sécurité et de gestion du personnel **sur les plateformes aéroportuaires crée l'illusion d'une création continuée d'emplois** par la permanence des offres affichées pour assurer un renouvellement continu des personnes dans le même nombre d'emplois existants. Pire : il suffit de suivre les plans sociaux annoncés et les effectifs réels de ADP, de AFKLM et même de Fedex pour voir qu'il y a décroissance continue des effectifs employés sur la plateforme aéroportuaire de Roissy CDG : ce sont autant de clients potentiels qui disparaissent pour Europa city, comme pour Aéroville (groupe Auchan) qui incite à maintenir la venue en voiture des employés et, ce faisant, contribue aux pollutions de l'air par les services fournis au sol (apports et emports par motorisation Diesel).
- L'étude des qualifications requises pour les emplois d'accueil des voyageurs et des touristes sur les plateformes aéroportuaires de Roissy CDG et du Bourget, comparée à celle de la provenance des personnels sélectionnés montre, s'il en était besoin, qu'**il est mensonger de promettre aux communes de Val de France des emplois correspondant à l'effectif et à l'absence de qualifications des personnes en privation d'emploi, à commencer par les plus jeunes.**
- Il suffit de constater que, **après 20 ans d'activité** (déficitaire si l'on ôte les subventions publiques directes et indirectes), **Disneyland n'a pas pu tenir ses promesses de création d'emplois**, a dû recruter à l'échelle européenne et plafonne à hauteur de 10.000 postes pour imaginer que Europa city ne pourra pas mieux faire et amputera tout ou partie de la clientèle des sites concurrents, dont Disneyland ou le « Triangle d'Or », car le pouvoir d'achat ne grimpera pas indéfiniment.
- L'exemple du Auchan de Sarcelles est caractéristique : au final plus d'emplois locaux détruits (gare, centre ville, petits commerces) que créés et surtout que pourvus localement. **Il faudrait donc étudier de plus près l'effet destructeur des emplois existant et l'effet de substitution d'emploi par déplacement de l'activité.**

### **3° Présenter un business plan crédible sur une durée correspondant à celle des investissements publics demandés**

- la particularité des grands distributeurs est d'avoir vidé le centre des villes et détruit les espaces agricoles les ceinturant pour construire d'affreux hangars, d'immenses parkings et de grands panneaux publicitaires le long de voies nouvelles payées par la collectivité. C'est ainsi que l'abord de la plupart des villes est devenu à la fois laid et banal : on n'est plus aux champs mais un peu partout Auchan.

- Simultanément la recherche de fournisseurs moins coûteux mais aussi de marges disparaissant avant de franchir la frontière a accru les importations.
- Tout ceci repose sur :
  - 1° la voiture individuelle et le concept de « no parking, no business » pour la clientèle, Aéroville (groupe Auchan) en étant l'exemple le plus proche et le plus récent ;
  - 2° les transports bon marché et le camionnage (sans d'ailleurs de reverse logistique en France).
- Si l'on observe les embouteillages permanents sur les axes supposés desservir Europa city et si l'on observe la thrombose créée par le salon du Bourget : comment imaginer un accès rapide et confortable vers Europa city ?
- Si l'on observe la saturation de la ligne B et celle de la ligne D : comment imaginer une desserte confortable d'Europa city ?
- **Du coup, l'ensemble des prévisions des fréquentations vient buter ou se réduire sur le goulot d'étranglement de l'accessibilité qui serait beaucoup plus réduite que la disponibilité et l'étendue de l'offre. Ce point n'est pas traité dans le projet.**
- **A supposer que des investissements publics importants viennent palier cette limite incontournable : quel sera la contribution financière d'Europa city à ces investissements ? Et quelle garantie déposer pour que l'activité reste attractive et donc fréquentée sur toute la durée prévue aux investissements publics ?** Ces points ne sont pas traités dans le projet, sinon par des promesses verbales ne correspondant pas à des engagements réciproques. A l'échelle du territoire français les coûteux échecs des parcs d'attraction (surcoût de relance incluse pour certains comme la zone d'activité du Futuroscope) incitent à la plus extrême prudence : en quoi Europa city échapperait à cette « malédiction » ?

-

#### 4° Dépendre ou non du hubb de Roissy CDG ?

- Pour l'instant la zone de chalandise se centre sur le hubb de Roissy CDG en supposant que le trafic ira croissant avec des voyageurs à haut pouvoir d'achat disposés à en laisser une part chez Europa city.
- Or rien n'est moins certain :
- Les pays du golfe se préparent pour reprendre l'activité hubb Afrique, Moyen-Orient, Extrême-Orient-Europe : voir la constitution rapide des flottes de gros porteurs et les investissements pharaoniques dans des aéroports actuellement très sur-dimensionnés.

- **Quelle garantie que l'artifice d'Europa city (un dôme de ski en été, une jungle aquatique en hiver) sera plus attractif pour la clientèle fortunée que ce qui se construit actuellement aux émirats ?**
- **Le plus simple serait d'interroger le Comité Colbert sur sa recommandation à ses membres d'investir, ou non, dans Europa city : cela n'a pas été fait.**

## **CONCLUSION :**

**Il faudrait affecter à l'effectif des emplois réellement créés le coût des investissements publics requis ce qui donnerait un coût public à l'emploi privé créé. Ce coût serait d'autant plus élevé que le nombre des créations nettes (destructions et déplacements d'emplois déduits) sera réduit. Et il faudrait alors demander à Immochan ou au groupe Auchan de déposer en garantie ce coût afin d'en récupérer les fonds une fois atteint l'objectif de création des emplois compensant l'investissement public.**

Cela n'a pas été fait pour Disneyland et est apparu rapidement comme une imprudence des décideurs publics, contraints par la suite à d'autres aides pour avoir été « pendus ». Le retour d'expérience impose d'en tenir compte pour Europacity.